



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service administratif régional - SAR
Cour d'appel de Saint-Denis de
La Réunion**

**Entretien et aménagement des espaces verts
des juridictions judiciaires du département de la
Réunion**

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Numéro de consultation : [2026-01-ESPVERT-RUN](#)

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE - CONTEXTE	4
ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	4
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE	6
6.1 Cadre général.....	6
6.2 Reconduction du marché	6
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	6
8.1 Forme des notifications et informations	6
8.2 Langue.....	7
8.3 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	7
8.4 Représentation des parties	7
8.4.1 Représentation de l'acheteur	7
8.4.2 Représentation du titulaire	7
8.5 Conduite des prestations par une personne nommément désignée	8
8.6 Obligations d'information relatives au titulaire.....	8
8.6.1 Modifications	8
8.6.2 Obligations administratives en cours d'exécution	9
8.7 Obligations de conseil, d'information sur les prestations	9
8.8 Groupements d'opérateurs économiques	9
8.9 Sous-traitance	9
ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	10
9.1 Ordre de priorité	10
9.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances	10
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	10
10.1 Confidentialité.....	10
10.2 Protection des données à caractère personnel	11
ARTICLE 11 - PERSONNELS – ENVIRONNEMENT – SECURITE – DOMMAGES - ASSURANCES.....	12
11.1 Obligations relatives aux personnels	12
11.1.1 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	12
11.1.2 Personnels du titulaire	12
11.1.3 Remplacement des intervenants	13
11.2 Obligations relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé	13
11.3 Dommages et Assurances	13

ARTICLE 12 - PRIX	14
12.1 Forme et contenu des prix.....	14
12.2 Variation des prix.....	14
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT	15
13.1 Avances.....	15
13.2 Acomptes – Demandes de paiement -Modalités de facturation	15
13.2.1 Taux de TVA	15
13.2.2 Monnaie	15
13.2.3 Forme.....	15
13.2.4 Mentions obligatoires	15
13.2.5 Transmission des factures	16
13.2.6 Mode de paiement	17
13.3 Intérêts moratoires	17
ARTICLE 14 - DELAIS D'EXECUTION	18
ARTICLE 15 - PENALITES.....	18
15.1 Pénalités applicables.....	19
15.2 Plafonnement des pénalités pour retard	20
15.3 Seuil d'exonération des pénalités pour retard.....	20
ARTICLE 16 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	20
16.1 Définition et mise en œuvre de l'action d'insertion sociale	20
16.2 Modalités de l'action d'insertion sociale	20
ARTICLE 17 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	21
ARTICLE 18 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
18.1 Opérations de vérification.....	21
18.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	21
18.3 Difficultés d'exécution.....	22
ARTICLE 19 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
ARTICLE 20 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	22
ARTICLE 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	23
ARTICLE 22- CLAUSE DE REEXAMEN.....	23
ARTICLE 23 - RESILIATION	24
ARTICLE 24 - DIFFERENDS	24
24.1 Règlement des différends entre les parties.....	24
24.2 Contentieux	25
ARTICLE 25 - DEROGATIONS	25
ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	26

ARTICLE 1 - PREAMBULE - CONTEXTE

Le ressort de la cour d'appel de Saint-Denis est composé des départements de La Réunion et de Mayotte. Ces deux départements regroupent 7 sites relevant de la direction des services judiciaires du ministère de la Justice.

Le présent document fait référence au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ECOM2106868A) publié au Journal Officiel le 1er avril 2021, et ses modifications ultérieures.

L'acheteur renvoie les candidats potentiels aux définitions de l'article 2 du nouveau CCAG-FCS, évoqué ci-dessus.

ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR

Personne Publique, pouvoir adjudicateur :

ÉTAT - MINISTÈRE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE SAINT DENIS (RÉUNION)

Service administratif régional (SAR)

166 rue Juliette DODU

CS 61035

97404 SAINT DENIS Cedex

Personnes représentant le pouvoir adjudicateur :

Madame la première présidente de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion et madame la procureure générale près ladite cour

Par délégation des chefs de cour :

Madame la directrice déléguée à l'administration régionale judiciaire

Personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre administratif et notamment les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 & 61 du code de la commande publique :

Anna SERVEAUX, gestionnaire des marchés publics ou Jean-Sébastien DORMEUIL, responsable des marchés publics au SAR de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion.

(mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr – tel : 02.62.40.58.67/ 02.62.40.58.30)

Comptable public assignataire des paiements :

M. le directeur régional des finances publiques de la Réunion

7 Avenue André Malraux

97400 SAINT DENIS

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet d'assurer l'entretien et l'aménagement des espaces verts et l'élagage des arbres sur les sites des juridictions judiciaires suivantes du département de La Réunion : la cour d'appel de Saint-Denis, le palais de Justice de Saint-Denis et le palais de Justice de Saint-Pierre.

Il s'agit d'un marché de services.

Codes CPV de la consultation : 77310000-6 Réalisation et entretien d'espaces verts

77341000-2 Elagage des arbres

ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée en application des dispositions de l'article R.2124-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un appel d'offre ouvert.

La présente consultation aboutira à la signature d'un marché mixte, comprenant une partie forfaitaire et certaines prestations à bon de commande.

ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT

Le présent document est commun à l'ensemble des lots. Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot n°	Objet	Site	Adresse
1 <i>marché réservé</i>	Entretien et aménagement des espaces verts	Cour d'appel de Saint-Denis : Mme MOREAU Directrice de greffe de la cour d'appel dg.ca-st-denis-de-la-reunion@justice.fr	166, rue Juliette Dodu - CS61035 97404 Saint-Denis cedex 02.62.40.58.17
2 <i>marché réservé</i>	Entretien et aménagement des espaces verts	Palais de Justice de Saint-Denis : Mme LO-BONO Directrice de greffe du tribunal judiciaire dg1.tj-st-denis-reunion@justice.fr	5, avenue André Malraux - Champ Fleuri - CS81027 97495 Sainte Clotilde cedex 02.62.40.24.95
3 <i>marché réservé</i>	Entretien et aménagement des espaces verts	Palais de Justice de Saint-Pierre : Mme DELMAS Directrice de greffe du tribunal judiciaire dg.tj-st-pierre-de-la-reunion@justice.fr	28, rue Archambaud - CS70040 97410 Saint-Pierre 02.62.96.10.01
4	Elagage \ Entretien des arbres	Cour d'appel de Saint-Denis Tribunal judiciaire de Saint-Denis Tribunal judiciaire de Saint-Pierre	

L'acheteur ne fixe pas de limite au nombre de lots pour lesquels un opérateur économique pourra déposer une offre. Toutefois, l'attribution est limitée à 2 lots maximum par titulaire.

Il est toutefois précisé que, en application de l'article L.2113-12 du code de la commande publique, **les trois premiers lots sont réservés au secteur adapté.**

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE

6.1 CADRE GENERAL

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter du 1^{er} Juin 2026.

6.2 RECONDUCTION DU MARCHE

Chaque lot du marché peut être reconduit **trois (3)** fois, par reconduction expresse deux mois avant la fin de la période, pour une durée identique à sa durée initiale, soit au maximum jusqu'au **31 Mai 2030**.

ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées à l'adresse de chaque site, à savoir :

Sites		
Juridictions judiciaires Nord de La Réunion		
Cour d'Appel de Saint-Denis & Service administratif régional 166, rue Juliette Dodu - CS61035 97404 Saint-Denis cedex	Mme MOREAU Directrice de greffe de la cour d'appel	dg.ca-st-denis-de-la-reunion@justice.fr 02.62.40.58.17
Palais de Justice de Saint-Denis 5, avenue André Malraux - Champ Fleuri - CS81027 97495 Sainte Clotilde cedex	Mme LO-BONO, Directrice de greffe du tribunal judiciaire	dg1.tj-st-denis-reunion@justice.fr 02.62.40.24.95
Juridictions judiciaires Sud de la Réunion		
Palais de Justice de Saint-Pierre 28, rue Archambaud - CS70040 97410 Saint-Pierre	Mme DELMAS Directrice de greffe du tribunal judiciaire	dg.tj-st-pierre-reunion@justice.fr 02.62.96.10.01

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

8.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Elles répondent aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG de référence.

Conformément aux dispositions applicables aux procédures lancées à compter du 1er octobre 2018, tous les échanges durant la procédure de passation et l'exécution d'un marché public doivent être dématérialisés.

En conséquence, tous les échanges ci-après devront avoir lieu sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- la mise à disposition des documents de la consultation
- la réception des candidatures et des offres
- les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes de compléments, les échanges relatifs à la négociation
- la notification des décisions
- la publication des données essentielles

Ils ne pourront se faire par d'autres supports.

A titre exceptionnel, en cas d'indisponibilité durable de la plate-forme, certaines communications, autres que celles énumérées ci-dessus, pourront être adressées à l'adresse suivante :

mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr

8.2 LANGUAGE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

8.3 MODALITES DE COMPUTATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Elles sont déclinées à l'article 3.2 du CCAG de référence.

8.4 REPRESENTATION DES PARTIES

8.4.1 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

L'acheteur notifie toute modification des interlocuteurs désignés au titulaire.

8.4.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire, qui est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification ultérieure de l'interlocuteur désigné.

8.5 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence.

8.6 OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVES AU TITULAIRE

8.6.1 MODIFICATIONS

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

8.6.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire met à disposition **tous les six mois**, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents pourront être déposés sur une plateforme sécurisée, dénommée e-Attestations, mise à disposition du titulaire. Entièrement gratuit pour le déclarant, cet outil lui permet de mettre à disposition de l'ensemble des donneurs d'ordre les attestations requises tous les six mois dans le cadre de la commande publique, en une seule fois.

Les informations relatives à cette plateforme sont disponibles sur le site : www.e-attestations.com

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

8.7 OBLIGATIONS DE CONSEIL, D'INFORMATION SUR LES PRESTATIONS

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou qui lui permettrait d'optimiser la bonne exécution des prestations.

8.8 GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

8.9 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Particularité des trois premiers lots : Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché aux seuls entreprises adaptées (EA) ou établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

9.1 ORDRE DE PRIORITE

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pour chaque lot :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières (CDPGF et BPU)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 conformément aux dispositions de l'article R 2112-2 du code de la commande publique
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché
- l'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

9.2 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE. CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

L'acheteur remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article.

10.1 CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments

ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

10.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 - PERSONNELS – ENVIRONNEMENT – SECURITE – DOMMAGES - ASSURANCES

11.1 OBLIGATIONS RELATIVES AUX PERSONNELS

11.1.1 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire peut demander à l'acheteur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

11.1.2 PERSONNELS DU TITULAIRE

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Il est expressément entendu que les personnels du prestataire demeurent, à tous égards les salariés de ce dernier (organisation du travail, législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Ils demeurent en permanence sous la seule subordination et direction de leur employeur. Ce dernier prendra notamment en charge tout accident ou maladie pouvant affecter ses salariés pendant la durée des prestations.

Le prestataire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux (code du travail, hygiène, sécurité incendie, ...) et au règlement intérieur de l'établissement, en particulier les conditions d'accès au(x) site(s) concerné(s) par le présent marché.

Le prestataire est responsable des actes commis par son personnel ou ses intervenants. Toute infraction commise est passible de la mise en jeu de sa responsabilité et peut donner lieu à l'application des sanctions prévues au présent document, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

11.1.3 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pour tout changement de personnel en cours de marché, le titulaire doit adresser au responsable de site une demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'intervention.

Le titulaire pourvoit au remplacement de ses personnels quel que soit le motif de leur absence. Qu'il s'agisse d'un remplacement ponctuel (congé, maladie, ...) ou définitif, le personnel manquant sera remplacé par un intervenant de qualification équivalente, préalablement agréé tel que précisé à l'article 2.5.1.1 et 3.5.1.1 du CCTP et ayant effectué avant sa prise de poste un stage sur site lui permettant d'appréhender les lieux et les modalités d'exécution de la prestation.

11.2 OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

11.3 DOMMAGES ET ASSURANCES

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra, **dès le dépôt de son offre**, justifier être en possession d'une police d'assurances en cours de validité.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 12 - PRIX

12.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont mixtes. Ils sont composés d'une partie forfaitaire rémunérée selon les prix du CDPGF et d'une partie variable rémunérée selon les tarifs du BPU établi pour les éventuels bons de commande.

Ils répondent aux dispositions de l'article 10 du CCAG FCS.

Les prix contiennent l'ensemble des prestations décrites à l'article 2.2 et 3.2 du CCTP.

Ils sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

12.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes jusqu'à l'issue de la période initiale.

Date du calcul de la révision des prix :

La révision sera calculée au début de la période de reconduction tel que défini à l'article 6.2 du CCAP et jointe à la décision correspondante.

Date d'application de la révision des prix :

Le tarif révisé s'appliquera à compter du premier mois de la période reconduite.

Formule applicable :

$$Pr = Po [0,15 + 0,85 (EV4 / EV4o)]$$

dans laquelle :

- Pr est le prix révisé
- EV4 est la valeur de l'indice publiée sur [LeMoniteur](#) « travaux d'entretien des espaces verts » correspondant au mois précédant la remise des offres -- (identifiant INSEE 001711017)
- EV4o est la dernière valeur de l'indice au moment de la décision de reconduction (Article 6.2 CCAP)

La valeur initiale (Po) sera celles du mois zéro (Mo), correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit Avril 2026.

Les valeurs finales seront les dernières publiées au 1er jour du mois de la date de calcul de la révision. Les prix ainsi déterminés resteront fermes pour toute l'année considérée.

ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT

13.1 AVANCES

En application des dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le présent marché ne répondant pas aux conditions de l'article susmentionné, aucune avance ne sera versée.

13.2 ACOMPTES – DEMANDES DE PAIEMENT -MODALITES DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Il sera effectué par virement au compte du titulaire. Les frais de facturation ne sont pas admis.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée par rejet notifié dans Chorus, le délai global de paiement étant alors interrompu.

13.2.1 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13.2.2 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13.2.3 FORME

La périodicité des factures est mensuelle.

La facturation devra être établie de la manière suivante :

- Une facture mensuelle par site pour la prestation forfaitaire
- Une facture pour chaque prestation hors forfait ; une facture ne doit concerner qu'un seul bon de commande.

13.2.4 MENTIONS OBLIGATOIRES

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont accompagnées le cas échéant, des pièces prévues aux documents constitutifs du présent marché et comportent notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- l'identification du site concerné
- le code du service exécutant : **DAPFUGU974**

- le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable transmis au titulaire lors de la signature du marché
- le cas échéant, le numéro du bon de commande,
- la référence du marché : **2026-01-ESPVERT-RUN Lot n°**
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la période d'exécution des services
- la nature des prestations facturées (forfait ou hors forfait)
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant total toutes taxes comprises.

13.2.5 TRANSMISSION DES FACTURES

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les opérateurs économiques depuis le 1er janvier 2020.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL **<https://choruspro.gouv.fr>** aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>, rubrique « nous contacter »

13.2.6 MODE DE PAIEMENT

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le directeur régional des finances publiques de La Réunion.

Le mode de règlement est le mandat administratif, suivant les règles de la comptabilité publique.

13.3 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 14 - DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution du marché est fixé au **1^{er} Juin 2026**.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Elles ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

15.1 PENALITES APPLICABLES

En cas de défaillance du titulaire pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées à des cas de forces majeures, les manquements constatés donnent lieu à l'application de pénalités cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, leurs montants sont les suivants :

Prestations non conformes	Pénalités	Remarques
Absence de prestation forfaitaire non justifiée	100 €	Par constat
Mauvaise qualité de la prestation	50 €	Par constat et par zone
Absence de mesure corrective lors de l'intervention suivante, après non-conformité d'une prestation signalée par le responsable de site	100 €	Par constat
Utilisation de produits / matériels non conformes à la réglementation	150 €	Par constat
Défaut de port des EPI (équipement de protection individuelle)	100 €	Par constat, par personne
Défaut de CERFA ou tout certificat attestant de la traçabilité des déchets	100 €	Par constat
<p>Pénalité de retard</p> <p>ce retard s'apprécie au regard des délais portés dans le calendrier d'exécution pour la partie forfaitaire, et dans le devis pour les prestations sur bon de commande</p>	V*R/500	<p>Pour la partie forfaitaire :</p> <p>V = valeur mensuelle du marché hors taxes</p> <p>R = nombre de jours de prestations non effectuées, mal effectuées ou effectuées partiellement</p> <p>Pour la partie à bon de commande :</p> <p>V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité : cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable</p> <p>R = nombre de jours de retard</p>
Non remise du contrat de sous-traitance	1/3000 du montant du marché de la tranche ou du bon de commande	DC 4 non remis

Ces pénalités, après avoir été notifiées au titulaire, s'imputent sur les règlements de factures.

15.2 PLAFONNEMENT DES PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités encourues est plafonné à 15 % de la valeur mensuelle hors taxes du lot considéré du marché pour les prestations forfaitaires, ou du bon de commande pour les prestations hors forfait.

15.3 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

ARTICLE 16 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

16.1 DEFINITION ET MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION SOCIALE

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, la démarche vise à promouvoir l'accès et/ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le **lot n°1, le lot n°2 et le lot n°3 sont réservés**, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent :

- D'une structure reconnue par l'Etat :
 - Des personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ; article L.5213-13 du code du travail,
 - Des établissements et services d'aide par le travail ; article L.344-2 du code de l'action sociale et des familles,
 - Des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale fixée à 50 % de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent pas exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Le **lot n°4**, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle répondent :

- A des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ; article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Ou toutes autres personnes rencontrant des difficultés particulières au retour à l'emploi aidées par le Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ...

16.2 MODALITES DE L'ACTION D'INSERTION SOCIALE

Il sera procédé au suivi de l'exécution de l'action d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé, en plus du suivi technique de la prestation.

Le titulaire du marché devra être en mesure de répondre à toute demande d'information attestant de la bonne exécution de l'action d'insertion (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, personnes embauchées, etc.)

Le titulaire devra informer l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception, si elle rencontre des difficultés pour assurer son engagement d'insertion.

ARTICLE 17 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les conditions d'exécution des prestations prennent en compte des objectifs de développement durable comme le recyclage et la valorisation des déchets verts, la réduction des impacts sur la biodiversité par l'utilisation de produits écolabellisés ou équivalents, ou la réduction des nuisances sonores.

Les produits, soumis à autorisation de mise sur le marché, et matériels utilisés dans le cadre de ce marché se doivent ainsi d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements et autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par le présent document.

ARTICLE 18 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

18.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications **quantitatives et qualitatives**, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Elles sont régies par les dispositions de l'article 27 du CCAG-FCS.

Lorsque ces vérifications ne nécessitent qu'un examen sommaire et rapide, elles sont effectuées par l'acheteur au moment de l'exécution du service dans le respect des dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

La nature et les modalités de contrôle des prestations sont développées à l'article 4 du CCTP.

18.2 ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

L'acheteur prononce l'**admission** des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'**ajourner l'admission** des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Les modalités relèvent des dispositions de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec **réfaction de prix** proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

18.3 DIFFICULTES D'EXECUTION

Si le prestataire est dans l'incapacité d'effectuer une prestation forfaitaire, de répondre à une demande de devis ou à une sollicitation prévue au BPU, le responsable de site peut faire appel à un autre prestataire.

ARTICLE 19 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG de référence.

ARTICLE 20 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives. Les modalités sont développées aux articles 23.3 & 23.4 du CCAG-FCS.

En règle générale, toute modification dans l'exécution des prestations forfaitaires fera l'objet d'une modification formelle du marché, dans le respect des dispositions des articles R 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Néanmoins, il peut être organisé dans l'enceinte de certaines juridictions visées au présent marché (cour d'appel, palais de justice) des manifestations exceptionnelles (audience solennelle annuelle, d'installation, ...). Lors de ces manifestations, le titulaire peut être amené à bouleverser l'ordonnancement de certaines tâches. Ces circonstances font partie intégrante de la part forfaitaire du présent marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir ni d'une modification du marché, ni d'une plus-value financière.

ARTICLE 21 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

ARTICLE 22- CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Au cours de l'exécution du marché, des évolutions sont susceptibles d'intervenir, concernant les situations énoncées ci-après :

- modification de la situation géographique des juridictions : la quotité des prestations pourra ainsi se voir diminuer ou augmenter ;
- il en sera de même en cas de contexte de sûreté à renforcer ;
- l'existence de travaux de faible ou grande ampleur au sein des bâtiments pourra conduire à une modification des prestations, et à une modification des surfaces
- L'adjonction d'éventuelles nouvelles installations de façon définitive conduira à élargir le périmètre des prestations d'autant.

Ces évolutions feront l'objet d'une modification économique du marché, calculée en référence aux montants forfaitaires des centres de coût concernés et des prix unitaires horaires fixés par le titulaire de la DPGF.

En cas de modification définitive à la baisse du périmètre de la prestation un préavis de 3 mois sera appliqué à compter de la notification de la modification au titulaire. Ce préavis sera rémunéré selon les tarifs en vigueur après les révisions intervenues, que la prestation soit ou non effectuée pendant cette période de trois mois.

ARTICLE 23 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché notamment dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D822-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

Le marché est résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

ARTICLE 24 - DIFFERENDS

24.1 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5 du CCAG-FCS.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le comité consultatif compétent est le comité de Paris, Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, 5, rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

24.2 CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif du lieu de la prestation objet de la contestation.

- Tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion, 27 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis cedex

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 25 - DEROGATIONS

Les dérogations au CCAG de référence sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

Articles du présent document dérogeant au CCAG de référence	Domaine d'application	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
8.4.2	Représentant du titulaire	3.4.1
11.3	Dommages et assurances	9.2
14	Le point de départ du délai d'exécution	13.1.1
15.1	Pénalités applicables	14.1.1
15.2	Plafonnement des pénalités pour retard	14.1.2
15.3	Seuil d'exonération des pénalités pour retard	14.1.3

ANNEXE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché public comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivantes : **Entretien des espaces verts.**

La nature des opérations réalisées sur les données est **l'utilisation ou la communication de ces données** pour des actions liées à la prestation visée ci-dessus.

La finalité du traitement est le fonctionnement du circuit mis en place dans le cadre de l'exécution du marché **2026-01-ESPVERT-RUN.**

Les types de données à caractère personnel traitées sont : NOM, PRENOM, NUMERO DE TELEPHONE, ADRESSE MAIL.

Les catégories de personnes concernées sont des fonctionnaires de la direction des services judiciaires du ministère de la Justice.

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : Nom, prénom, numéro de téléphone, adresse mail des contacts dans les sites concernés par la prestation.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant [à compléter : en annexe ou dans les documents particuliers] du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;

3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Option 2

Il appartient au **titulaire** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de (à compléter) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant (à compléter). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de (à compléter) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.